

## **« L'Iran après l'Accord sur le nucléaire : entre ouverture économique et rivalités politiques »**

Clément Therme est Membre associé du Centre d'études turques, ottomanes, balkaniques et centrasiatiques (CETOBAC) et du Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologiques (CADIS) de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS). Docteur en Histoire internationale de l'IHEID et docteur en sociologie de l'EHESS, il est notamment l'auteur de *Les relations entre Téhéran et Moscou depuis 1979* (PUF, 2012) et le co-directeur de l'ouvrage *Iran and the Challenges of the Twenty-First Century* (Mazda Publishers, 2013).

L'adoption le 18 octobre 2015 du Plan global d'action conjoint, conclu à Vienne le 14 juillet 2015 entre l'Iran et le groupe des 5 + 1<sup>1</sup>, pose la question de la suspension temporaire ou de la levée complète des sanctions. Il convient ainsi d'analyser le programme de suspension des sanctions qui commencera après le jour de la mise en œuvre de l'Accord de Vienne (*Implementation Day*), probablement au premier semestre 2016. Il y a trois domaines principaux concernés par la levée progressive des sanctions : les avoirs iraniens gelés à l'étranger, le secteur de l'énergie et le possible retour des investisseurs étrangers dans différents secteurs de l'économie iranienne<sup>2</sup>. Du point de vue des élites politiques iraniennes, il s'agit d'un rééquilibrage entre une stratégie de développement économique du pays et la défense de la « souveraineté nucléaire » du pays.

L'Accord de Vienne est un compromis entre la défense de l'acquis nucléaire du pays et la recherche d'une amélioration des conditions de vie de la population. S'agit-il pour autant d'un bouleversement stratégique au Moyen-Orient ?

Pour le Président Rouhani, l'Accord de Vienne constitue un premier pas vers l'intégration de l'Iran au sein de la globalisation économique et vers la normalisation de la position régionale de la République islamique. Cela explique la participation de l'Iran à la conférence internationale de Vienne sur la crise syrienne le 30 octobre 2015. Plus important encore, il y a eu un entretien bilatéral sur le nucléaire entre Mohammad Javad Zarif, ministre iranien des Affaires étrangères, et John Kerry, Secrétaire d'Etat américain. Cette volonté de l'Iran d'être un acteur politique du règlement diplomatique des crises régionales est la conséquence de l'investissement politico-stratégique de Téhéran au Moyen-Orient. Pour le gouvernement iranien, le dialogue est la seule solution au chaos qui règne dans la région en particulier en Syrie, au Yémen et en Irak. De ce point de vue, il est possible de s'entendre avec les Etats-Unis sur la lutte contre Daesh tout en cherchant à affaiblir le triangle stratégique entre Washington, Tel Aviv et Ryadh. En revanche, le Guide suprême souhaite limiter la

---

<sup>1</sup> Voir le texte de l'accord et de la déclaration conjointe entre le ministre des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran, Javad Zarif et la haute représentante pour l'Union européenne, Federica Mogherini. Disponible : [http://eeas.europa.eu/statements-eeas/2015/150714\\_01\\_en.htm](http://eeas.europa.eu/statements-eeas/2015/150714_01_en.htm) (consulté le 19 août 2015).

<sup>2</sup> Voir Sara Bazoobandi, « Iran's economy and Energy: Back in Business » in Paolo Magri, Annalisa Perteghella (dir.), *Iran after the deal: the road ahead*, Milano: ISPI, 2015, p. 25. Disponible : [http://www.ispionline.it/it/EBook/Iran\\_after\\_the\\_Deal.pdfedition.pdf](http://www.ispionline.it/it/EBook/Iran_after_the_Deal.pdfedition.pdf) (consulté le 1er novembre 2015).

négociation irano-américaine au seul dossier nucléaire et s'oppose à tous contacts concernant des négociations bilatérales sur les dossiers régionaux.

Ainsi, pour le Guide suprême, l'Accord sur le nucléaire n'est pas le premier pas vers une réconciliation irano-américaine. Il estime ainsi que « la politique étrangère du pays ne change pas avec les gouvernements et les différentes couleurs politiques. Le gouvernement ne peut exercer une influence que sur la tactique et la méthode de sa mise en œuvre. [...] Contrairement à ce que pensent certains, les Etats-Unis sont à l'origine d'une grande partie des problèmes de la région et ne font pas partie de la solution. [...] le principal facteur d'insécurité est le soutien des Etats-Unis au régime sioniste et aux groupes terroristes de la région »<sup>3</sup>. Cet axe antiaméricain rejoint la stratégie de promotion d'« axe de la résistance » de Téhéran au Moyen-Orient. Il s'agit de développer un axe stratégique entre l'Iran, l'Irak, la Syrie et le Liban pour s'opposer à Israël et rallier le soutien des populations arabes à la République islamique contre Israël. Cette stratégie a été un succès en particulier en 2006 quand le dirigeant du Hezbollah libanais est devenu l'un des leaders les plus populaires dans le monde arabe. Aujourd'hui, avec l'implication politico-stratégique de Téhéran et de Moscou dans la crise syrienne, on assiste à l'émergence d'un triangle militaire entre l'Iran, la Russie et le Hezbollah<sup>4</sup>. Il ne s'agit pas pour autant d'un « axe chiite »<sup>5</sup> soutenu par la Russie face à un croissant sunnite appuyé par les Etats-Unis, comme le démontre l'alliance entre l'Egypte et la Russie.

### Quels bénéficiaires politiques de la levée des sanctions économiques ?

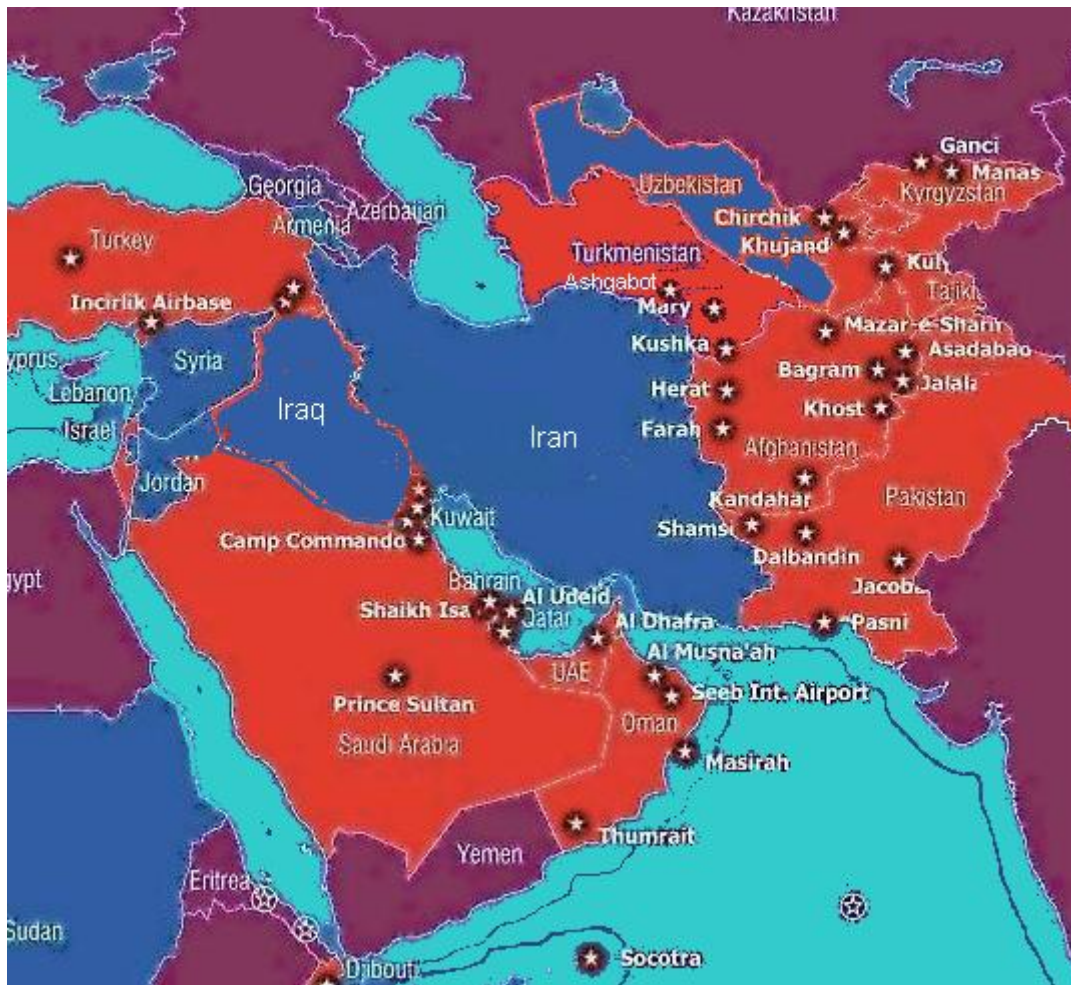
Depuis la fin des années 1980, les principes idéologiques de la Révolution islamique sont conditionnés par les intérêts du régime (*maslahat-e nezâm*). La signature de l'Accord de Vienne se comprend, du côté iranien, à travers ce prisme. En effet, les négociations avec le « Grand Satan » (*sheytân-e bozorg*) ont longtemps été un tabou politico-médiatique en République islamique. Ce n'est que sous la présidence Ahmadinejad que le débat sur les relations diplomatiques avec les Etats-Unis devient public. Auparavant, le débat était circonscrit à la question des relations économiques ou contacts « people to people » (diplomatie de la lutte ou dialogue interreligieux par exemple). Ces premiers contacts diplomatiques directs irano-américains sous les administrations Bush et Ahmadinejad s'expliquent par la proximité géographique nouvelle entre les deux pays. En effet, à la suite des interventions américaines en Afghanistan (2001) et en Irak (2003), les forces militaires des deux pays opèrent désormais dans le même espace : cela alimente alors, en Iran, la perception d'un encerclement militaire américain.

---

<sup>3</sup> Déclarations du Guide suprême, l'Ayatollah Ali Khamenei, lors d'une rencontre avec le ministre iranien des Affaires étrangères et les ambassadeurs et chargés d'affaires iraniens en poste à l'étranger, Presse iranienne des 31 octobre, 1<sup>er</sup> et 2 novembre 2015.

<sup>4</sup> Ali Rizk, « The Russian, Iranian, Hezbollah military triangle », *Al-Monitor*, 2 novembre 2015. Disponible : <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/11/hezbollah-syria-russia-iran-coordination.html#> (consulté le 3 novembre 2015).

<sup>5</sup> Pour une critique de l'utilisation parfois excessive de la grille de lecture chiites-sunnites pour expliquer les bouleversements stratégiques au Moyen-Orient, voir David Cvach, Brigitte Curmi, « Sunnites et chiites : fabrique d'un conflit », *Esprit* 2015/10, (Octobre), p. 75-91.



**Les bases américaines autour de l'Iran**

(source : [juancole.com](http://juancole.com), 18 fev. 2012)

Depuis l'élection de Rouhani ce sentiment d'encerclement est moins présent car on insiste sur la possibilité de coopération tactique et au cas par cas avec les Etats-Unis dans la lutte contre Daesh en Irak et en Syrie ou contre le retour des *taliban* en Afghanistan. L'influence de la faction réformiste sera renforcée à deux conditions. Premièrement, il est indispensable que l'ouverture économique permette des investissements étrangers significatifs qui pourraient atteindre, selon la Banque mondiale, de 3 à 3,2 milliards de dollars pour l'année iranienne 2016-2017 - si les sanctions en lien avec le programme nucléaire sont effectivement levées, la croissance pourrait atteindre 5,5% en 2017. Deuxièmement, la faction réformiste qui comprend les anciens présidents Khatami et Rafsandjani, Hassan Rouhani et Hassan Khomeini (le petit-fils de l'ayatollah Ruhollah Khomeini) entend vaincre les conservateurs idéologiques lors des élections législatives et pour l'Assemblée des experts en février 2016.

Ces deux conditions sont liées car, pour le Président Rouhani, il convient de permettre l'ouverture économique du pays pour relancer la croissance et susciter par là même un soutien

populaire. Toutefois, compte tenu de la nature duale du système politique iranien (dimension électorale et légitimité révolutionnaire), ce tournant historique de la République islamique ne pourra se confirmer que si le Conseil des Gardiens de la Constitution de la République islamique permet aux candidats réformistes et modérés de concourir lors des prochaines élections de février 2016. *In fine*, l'Accord sur le nucléaire apparaît comme une condition nécessaire mais pas suffisante pour la normalisation de la position régionale de la République islamique d'Iran. En revanche, sur le plan économique, l'intégration de l'Iran au sein des BRICs et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)<sup>6</sup> pourrait être le signal de la transformation de l'Iran en véritable pays émergent. La République islamique est en effet la dernière économie de taille significative à ne pas être membre de l'OMC...

---

<sup>6</sup> Sur cette question, voir Danial Arjomandy, « Iranian Membership in the World Trade Organization: An Unclear Future », *Iranian Studies*, 47:6, 2014, pp. 933-950.